

Bulletin d'histoire politique

Québec, capitale d'un empire, d'une colonie, d'une province...

Jocelyn Saint-Pierre



Volume 4, numéro 1, automne 1995

Québec: le pouvoir de la ville et la ville du pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063507ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063507ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saint-Pierre, J. (1995). Québec, capitale d'un empire, d'une colonie, d'une province.... *Bulletin d'histoire politique*, 4(1), 11–20.
<https://doi.org/10.7202/1063507ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

QUÉBEC, CAPITALE D'UN EMPIRE, D'UNE COLONIE, D'UNE PROVINCE...

Jocelyn Saint-Pierre

Historien

Dans un numéro spécial sur Québec, il nous fallait parler de Québec capitale, et cela d'autant plus que notre capitale est mal aimée. Cette question fait partie de l'actualité depuis quelques mois. Plusieurs considèrent que ce joyau du patrimoine mondial dont la beauté a inspiré les poètes, les chanteurs et les cinéastes, qui ravit chaque année des milliers de touristes, qui est la capitale de l'État québécois, n'est pas toujours traité justement. Mais comment définir une capitale? Pour avoir une définition de sens commun, consultons le dictionnaire. *Le Petit Robert* indique: «Ville qui occupe le premier rang (hiérarchique) dans un État, une province; siège du gouvernement!» Louise Quesnel, de l'Université Laval, définit ainsi la capitale:

Dans la recherche d'une définition de la capitale, l'on trouve tour à tour des références à la composante territoriale et spatiale, à la composante symbolique, et à la composante sociale. Premièrement, la capitale est un espace défini par une étendue géographique, par des caractéristiques topographiques et par une situation spécifique dans le système écologique global. Deuxièmement, la capitale est porteuse de valeurs et de messages référant au sentiment d'appartenance nationale et à l'image qu'un pays veut se donner de lui-même. Et troisièmement, la capitale est aussi un lieu où vivent et travaillent des populations et où œuvrent des entreprises. [...] Ce n'est pas une ville comme les autres².

Québec, la vieille capitale

En parlant de Québec, on a l'habitude d'utiliser l'expression consacrée de «vieille capitale». Même si certains Québécois n'aiment pas beaucoup cette dénomination, elle illustre bien le rôle joué par la cité de Champlain. Le géographe Raoul Blanchard écrivait à ce sujet en 1935: «Ce rôle de capitale, administrant une vaste province est d'ailleurs un de ceux qui se sont

conservés le plus obstinément à Québec à travers toutes les vicissitudes de son histoire, parce qu'il est lié à celui de porte d'entrée du Canada³.»

Nous avons tous appris dans nos livres d'histoire que Jacques Cartier, le premier Européen à fouler le sol de ce qui deviendra Québec, y avait passé un dur hiver en 1535 et que la ville de Québec a été fondée par Champlain en 1608. On peut dire que, depuis son origine, Québec a presque toujours été le lieu de résidence des autorités politiques. Lorsque Champlain choisit Québec, il le fait pour des raisons plus militaires que politiques. Pendant le Régime français, Québec est le siège du pouvoir civil, militaire et religieux, la capitale de la Nouvelle-France. Marcel Trudel écrit qu'«elle est le siège des autorités supérieures et des institutions qui assurent l'administration des colonies françaises sur le continent nord-américain⁴». Le gouverneur général et l'intendant résident à Québec. L'Amirauté et, dès 1663, le Conseil souverain s'y réunissent également⁵. D'ores et déjà, Québec agit donc comme capitale, elle est le centre de la colonie française, un «colosse aux pieds d'argile⁶» qui s'étend de la baie d'Hudson à la Louisiane et des Grands Lacs au Labrador.

La conquête britannique ne remet pas en question le statut de Québec. Après la capitulation de 1760, le gouverneur britannique s'y installe, entouré du Conseil exécutif créé par la Proclamation royale de 1763 et du Conseil législatif créé par l'Acte de Québec de 1774. La perte des colonies américaines, en 1783, renforce la position de Québec, qui devient le centre du nouvel Empire de l'Amérique du Nord britannique. L'Acte constitutionnel de 1791 fait de Québec le siège de la nouvelle Assemblée législative du Bas-Canada.

Québec perd son statut de capitale à deux reprises: après la rébellion de 1837-1838, puisque le Conseil spécial tient séance à Montréal jusqu'en 1841⁷, et sous la période du Canada-Uni, car le Parlement siège à Kingston de 1841 à 1844, à Montréal de 1845 à 1849 et à Toronto de 1850 à 1851 et de 1856 à 1859. En 1857, la reine Victoria choisit Ottawa de préférence à Québec comme capitale. Mais la nouvelle capitale n'est pas prête, le Parlement revient donc temporairement à Québec entre 1859 et 1865. La Confédération de 1867 fait de Québec la capitale de la nouvelle province de Québec⁸. Plusieurs députés y retrouvent «les aises et la douce harmonie du chez-soi⁹». D'ailleurs, le rituel de l'époque qui entoure l'ouverture de chaque session montre que, pour les habitants du territoire, le gouvernement de Québec est beaucoup plus qu'un simple gouvernement provincial¹⁰. Pour Jean-Charles Bonenfant, la ville de Québec incarnait «l'un des deux éléments de la dualité canadienne¹¹». Aujourd'hui, c'est toujours à Québec que se

réunissent les membres de l'Assemblée nationale et du Conseil des ministres. Québec est aussi un lieu de rassemblement et de protestation pour tous les mécontents des politiques gouvernementales. L'avenue Dufferin, en face du Parlement, a vu défiler bien des manifestants, et particulièrement depuis les années soixante. La ville a accueilli les grands de ce monde à l'occasion de conférences ou de réunions de toutes sortes.

Mais, pour plusieurs, Québec n'est capitale que de nom. Les Eltsine ou Delors ne furent reçus qu'à Montréal. Depuis Jean Lesage, les gouvernements du Québec sont montréalais parce que dirigés par des Montréalais. Louis-Guy Lemieux constate: «Cent vingt-sept ans après l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et la désignation de Québec comme capitale de la province de Québec, le maire de Québec en est encore à devoir quémander un véritable statut de capitale pour sa ville et pour la région¹².» Rien d'étonnant, alors, qu'un Québécois sur quatre ne connaisse pas le nom de sa capitale, comme le titrait *Le Soleil* en septembre 1994¹³. On faisait référence à un sondage commandé par le Secrétariat à la capitale en 1993. Plusieurs blagues circulent sur la colline parlementaire au sujet de la méconnaissance de la capitale. Ainsi, ce groupe de manifestants venus parader devant le Parlement et qui protestaient contre le gouvernement Mulroney ou ce député créditiste, élu à Ottawa, mais qui était venu prendre son siège à Québec¹⁴.

La capitale du Québec, contrairement à ce que l'on observe dans plusieurs autres pays ou provinces, n'est pas la ville la plus peuplée comme c'est le cas en Ontario, en France ou en Angleterre. Montréal, en raison de son importance économique, culturelle et démographique, aurait pu prétendre au titre de capitale. On l'a vu, la métropole québécoise a été capitale quatre ans sous le Conseil spécial et cinq ans sous le Canada-Uni. Présente, elle se montra d'abord peu intéressée¹⁵, mais en 1843 un comité du Conseil exécutif la recommande à ce titre¹⁶. L'Assemblée entérina ce rapport et Montréal devint capitale. Les nouveaux députés se réunirent au marché Sainte-Anne. Lorsqu'en 1849 lord Elgin, gouverneur général du Canada-Uni, annonça le rétablissement de la langue française comme l'une des deux langues officielles et sanctionna, quelques mois plus tard, la loi votée pour indemniser les habitants du Bas-Canada qui avaient subi des pertes lors des troubles de 1837-1838, des émeutiers provenant de la communauté anglophone mirent le feu au Parlement. L'agitation politique ne s'étant pas calmée, les parlementaires décidèrent de transférer le Parlement à Toronto¹⁷.

Une résidence pour le premier ministre

À Québec, par les temps qui courent, on parle beaucoup de la nécessité d'une résidence officielle pour le premier ministre. Cette question prend valeur de symbole. Un rapide survol historique permet de constater que les chefs politiques de ce pays ont souvent eu droit à une résidence officielle à Québec. Les gouverneurs français résidaient au château Saint-Louis construit par Champlain et reconstruit par Frontenac en 1694¹⁸. L'intendant logeait pour sa part dans le Palais de l'intendant à partir de 1688¹⁹. Les gouverneurs anglais, on se souvient de la clique du Château, ont également demeuré au château Saint-Louis jusqu'à son incendie en 1834, puis au château Haldimand. Dès 1852, les gouverneurs anglais — lord Elgin fut le premier — habitent à Spencer Wood. Après la Confédération, les lieutenants-gouverneurs du Québec vivent à Spencer Wood — qui sera rebaptisé plus tard Bois-de-Coulonge — jusqu'à l'incendie du bâtiment principal en 1966²⁰. Le lieutenant-gouverneur habite maintenant sur le chemin Saint-Louis. Même le gouverneur général de l'État fédéral a une résidence à la Citadelle, une résidence d'été qu'il n'occupe que quelques mois par année.

Jusqu'à tout récemment, le Québec n'offrait pas de résidence à son premier ministre. Le chef du Gouvernement était sans domicile fixe, une sorte d'itinérant, en somme, pour reprendre une boutade du maire L'Allier. De plus, les titulaires du poste de premier ministre, lorsqu'ils n'étaient pas de la région de la capitale, ont eu souvent tendance à ne venir à Québec que pour la réunion du Conseil des ministres ou les débats de l'Assemblée nationale. Leurs ministres agissaient de même. Les premiers ministres de l'extérieur de la ville, sauf quelques-uns, logeaient dans des hôtels, le plus souvent au château Frontenac. D'ailleurs, pour Henri Bourassa, le château Frontenac était une «annexe de la législature²¹». Ceux qui habitèrent Québec, même s'ils venaient de l'extérieur furent: Joly de Lotbinière qui a vécu sur la rue Saint-Denis, Honoré Mercier qui avait une maison sur la rue de Brébeuf, Félix-Gabriel Marchand qui habitait chez son gendre sur la rue Sainte-Ursule et Lomer Gouin qui résidait sur la rue des Remparts²², puis sur la rue Mont-Carmel. Par contre, Maurice Duplessis, Daniel Johnson père et Jean-Jacques Bertrand logeaient au château Frontenac, Robert Bourassa à l'hôtel Victoria, au motel Universel et au château Frontenac. René Lévesque avait un pied-à-terre à Québec, rue d'Auteuil. Daniel Johnson fils y avait un appartement qu'il n'habitait que quelques jours par semaine²³. Les trois derniers vivaient dans la métropole où ils avaient leur bureau dans l'édifice d'Hydro-Québec. Pour Louis-Guy Lemieux, on était en présence d'un gouvernement qui avait «les pieds à Québec, mais la tête

et le cœur dans l'île de Montréal²⁴). Jacques Parizeau a voulu changer cette façon de faire, estimant que le chef du Gouvernement devait résider dans la capitale²⁵. À cette fin, la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain lui a offert une résidence au 1080, avenue des Braves, qu'elle entend acheter à l'aide d'une souscription auprès des gens d'affaires. Cela fait des lunes que le premier ministre n'a pas habité Québec en permanence; le dernier fut Jean Lesage, il y a 30 ans.

La rivalité Québec-Montréal

Nous pourrions épiloguer pendant longtemps sur la rivalité séculaire entre Québec et Montréal. Nous pourrions remonter jusqu'en Nouvelle-France, évoquer des conflits entre des personnages célèbres de notre histoire, entre Maisonneuve et Champlain, entre monseigneur Bourget et le cardinal Taschereau, entre Louis-Alexandre Taschereau et Camillien Houde, entre Lionel Groulx et Georges-Henri Lévesque; parler des péripéties de la création d'une université francophone dans la métropole, de la rivalité sportive, etc. Sans vouloir raviver de vieilles querelles, disons que Québec se sent parfois mal aimée par les Montréalais. Rappelons deux articles: ceux de Lysiane Gagnon et de Benoît Aubin. Parce que monsieur Parizeau avait décidé de prononcer son discours de victoire à Québec, madame Gagnon soutenait que le nouveau gouvernement tournait le dos à Montréal, «ville de métèques», de «métisses» et d'«infidèles», «ville suspecte», «ville impure, pas assez pure laine, pas assez péquiste», pour combler Québec sous une avalanche de gâteries au détriment de la métropole²⁶. Louis-Guy Lemieux écrira que «la très montréalaise Lysiane Gagnon» a fait une jaunisse²⁷. Benoît Aubin, pour sa part, écrivit que c'était bien pour les gens de Québec que Jacques Parizeau leur promette de faire de leur ville une vraie capitale nationale parce que «les gens de Québec ont prouvé depuis longtemps qu'ils sont incapables d'y voir par eux-mêmes²⁸», Québec étant la bonne sœur par opposition à Montréal la putain.

Daniel Latouche leur a répondu. Selon lui, les élites montréalaises ont cultivé plusieurs préjugés à l'égard de Québec. Ce n'est pas la ville qu'elles détestent, mais le concept. Pour elles, Montréal est une ville dynamique, ouverte sur l'extérieur, cosmopolite, impure et nord-américaine, alors que Québec serait la capitale des «tricotés-serrés», des gens qui émergent à peine de l'âge de pierre et une ville de fonctionnaires qui ne parlent même pas l'anglais et qui s'imaginent que Montréal est un gros Natashquan. Pour le «billettiste» du *Devoir*, les Montréalais sont «des pleurnichards invétérés, toujours à se plaindre de leur sort et à parler de leur grandeur passée²⁹». Et

de conclure: «Montréal n'est pas une ville opprimée par la province. Elle est tout à fait capable de se ridiculiser elle-même³⁰.» Le dernier assaut contre les prétentions de Québec est venu de la plume de Jean-Benoît Nadeau qui a écrit que Québec «veut restaurer le prestige de la capitale et prendre sa revanche sur Montréal³¹». Avec l'indépendance, dit-il, Québec a des rêves de grandeur, devenir une grande capitale avec quartier d'ambassades, avenues prestigieuses; bref l'apothéose pendant que Montréal vivra un cauchemar. Ce dernier épisode de la guerre Québec-Montréal fait dire à Daniel Latouche: «Si Montréal continue de lever le nez sur les régions du Québec et si elle continue sa guéguerre avec Québec, elle risque de manquer le bateau une fois de plus³².» Les habitants de la région de Québec ne comprennent pas toujours les réactions de certains Montréalais qui contestent le statut de capitale de leur ville.

On permettra à un Saguenéen qui connaît et aime Montréal, mais qui a choisi de vivre à Québec il y a déjà 20 ans d'avancer une hypothèse: ces attaques contre Québec, ville nordique, ne seraient-elles pas la manifestation du refus de notre «nordicité»³³? Ainsi, les Québécois, ces habitants du Nord qui rêvent du Sud³⁴, et les Montréalais en particulier, refuseraient le Nord, donc Québec, ville nordique. Québec, en réalité, c'est une ville de province, un peu plus grosse que les autres, qui ose parfois se mesurer à la métropole. Pour les habitants de la métropole, Québec est la ville de l'autre bout de la 20, comme si cette route se terminait à Québec. On soutient de plus en plus que le Québec risque d'être séparé en deux: Montréal et le reste de la province. Québec doit résister à l'attraction de la métropole sur sa population et sur les centres de décisions gouvernementaux car, si les activités se polarisent dans la région montréalaise, cela pourrait signifier une décroissance des régions, et de celle de Québec plus précisément. Québec peut être une capitale digne de ce nom sans rien enlever à Montréal.

Québec est-elle vraiment la capitale?

Bien sûr, le statut de Québec fait des jaloux. On lui envie cette «industrie gouvernementale³⁵» qui occupe environ 50 000 personnes au revenu supérieur à la moyenne provinciale, la mettant à l'abri de la conjoncture économique. Cela n'est plus tout à fait vrai. Ainsi, à Montréal, en 1991, il y avait 91 000 emplois gouvernementaux pour les trois niveaux de gouvernement et 55 000 à Québec³⁶. De plus en plus de sièges sociaux et de bureaux d'organismes gouvernementaux ont tendance à s'installer à Montréal pour être plus près de leur clientèle. Montréal vampirise Québec. Il suffit de prendre l'autocar ou le train Québec/Montréal tôt le matin, la

semaine, pour voir des dizaines de fonctionnaires aller assister à des rencontres ou à des réunions dans la métropole pour s'en convaincre. Encore qu'il ne faille pas exagérer. Le pouvoir est de plus en plus nomade. Grâce aux moyens de communication ultraperfectionnés et à des moyens de transport de meilleure qualité, la capitale est là où se trouve le chef de l'État; c'est «le nomadisme de la capitale³⁷». Le maire L'Allier abonde dans ce sens; il soutient que Montréal ne devient pas capitale. Ce que Québec perd n'est pas systématiquement récupéré par Montréal. Ce dont il faut se plaindre, surtout, c'est de l'absence d'une capitale: «Québec se dissout quelque part sur la route 20³⁸.» Pour régler cette question, le gouvernement doit agir, notamment en créant une commission de la capitale nationale.

En Alberta, dit fort justement le maire L'Allier, c'est Edmonton et non Calgary la capitale, là où se concentre l'activité gouvernementale. En Colombie-Britannique, une commission de la capitale, Victoria et non Vancouver, a été créée. Aux États-Unis, c'est à Washington que le gouvernement siège et non à New York ou à Los Angeles. Il faut faire quelque chose, sinon nous allons gérer la décroissance de la région³⁹.

De plus, la cure d'amaigrissement que subit la fonction publique québécoise et qui lui fera perdre 15 % de son effectif d'ici 1998 fera très mal à Québec.

Québec est victime de sa fonction. Traditionnellement, cette ville de fonctionnaires ne se plaint pas beaucoup; elle n'a d'ailleurs pas l'influence politique de Montréal, aucun élu de la région ne fait partie du comité des priorités du gouvernement. Comparée à la métropole, elle fait difficilement le poids. Elle ne peut pas non plus compter sur des médias qui rayonnent dans tout le Québec comme les journaux et les réseaux de télévision de la métropole.

La situation de la région de Québec, contrairement à ce que croient plusieurs, n'est guère encourageante. Certes, Québec aura enfin son Centre des congrès, mais elle n'a pas d'aéroport digne de ce nom, son centre-ville doit être revitalisé, elle n'a pas de stade olympique, pas de biodôme, etc. Elle ne reçoit pas toujours sa part: en 1993, elle n'a obtenu que 10 % des investissements du gouvernement du Québec⁴⁰. Son taux de chômage, 12,3 %, est important. Elle vient de perdre son équipe de hockey, Les Nordiques, elle n'a pas obtenu les Jeux olympiques de 2002. Partout la morosité qui l'enveloppe depuis quelques années s'alourdit. Québec, entend-on de plus en plus, n'est finalement qu'«un gros village». La plus belle ville du Canada, avec Vancouver, a le cafard. Il faudra bien trouver des projets mobilisateurs pour canaliser l'énergie de cette agglomération urbaine

de 650 000 habitants. La région doit d'abord faire elle-même son examen de conscience: il lui faut notamment régler ses querelles de clocher et convaincre sa communauté urbaine que la rive sud du fleuve fait aussi partie de la capitale⁴¹, mettre fin aux «blocages géopolitiques⁴²». Lorsqu'elle parlera d'une seule voix, elle pourra rappeler au reste du Québec, aux Montréalais surtout, qu'elle n'est pas seulement une capitale administrative, mais le cœur de la nation francophone.

Québec, cœur d'une nation

Québec, vieille de trois siècles, a une âme. Elle n'est pas une capitale créée de rien comme l'ont été Ottawa, Washington ou Brasilia. Québec est le berceau historique de la civilisation française d'Amérique. Elle a été reconnue comme telle en 1985 par le Comité du patrimoine de l'Unesco. Québec est aussi la capitale de l'Amérique française. N'est-elle pas le lieu d'identification de tous les francophones du continent en plus d'être le cœur de la nation et le foyer par excellence de la francophonie québécoise⁴³, une ville phare, une ville culte⁴⁴?

Québec est d'abord ce rocher où a germé la Nouvelle-France, puis une citadelle convoitée et un port aux ressources commerciales prometteuses. Mais surtout, Québec est indissociable de notre histoire politique. D'abord capitale d'un vaste empire colonial français, elle est demeurée le centre d'une colonie britannique avant d'être le berceau de la démocratie canadienne et québécoise⁴⁵.

La cité de Champlain a été au centre des grands débats politiques qui ont jalonné l'évolution de tout un peuple. D'abord siège administratif d'une colonie française puis britannique, capitale d'une province et peut-être, dans l'avenir, capitale d'un pays. Depuis la naissance de la francophonie en terre d'Amérique, elle «est la tentative de représenter une culture en acte⁴⁶», elle est susceptible d'orienter l'avenir et de permettre à la nation québécoise de «trouver sa raison d'être et sa cohérence⁴⁷».

Notes

1. *Le Petit Robert I*, Paris, Le Robert, 1990.
2. Louise Quesnel, «Rôles et activités des capitales», dans *Capital Cities/Les capitales. Perspectives internationales/International perspectives*, Ottawa, Carleton University Press, 1993, p. 96.
3. Raoul Blanchard, *L'Est du Canada français*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1935, p. 253-254.
4. Marcel Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France: histoire et institutions*, Montréal, Holt, Rinehart & Winston, 1968, p. 132-133.

5. Brigitte Seux, «Québec, capitale nationale», *Le Devoir*, 22 et 23 octobre 1994.
6. Marcel Trudel, *op. cit.*, p. 81.
7. *Journal du Conseil spécial de la province du Bas-Canada*, Québec, 1838-1841, 3 vol.
8. Michel Desgagnés, *Les édifices parlementaires depuis 1792*, Québec, Assemblée nationale du Québec, 1979, p. 11-42.
9. *L'Ordre*, 30 janvier 1869.
10. Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974, p. 313-315.
11. Jean-Charles Bonenfant, «Québec, capitale du Canada», *L'Action catholique*, 26 mars 1964.
12. Louis-Guy Lemieux, «La question capitale», *Le Soleil*, 11 mars 1994.
13. *Le Soleil*, 20 septembre 1994.
14. Devant cet état de fait, l'Assemblée nationale, la ville de Québec, le ministère de l'Éducation et le Secrétariat à la capitale ont mis sur pied une activité éducative intitulée «Québec, capitale de toujours», qui s'adresse aux jeunes.
15. Michel Desgagnés, *op. cit.*, p. 26.
16. *Journal de l'Assemblée de la province du Canada*, 9 octobre 1843, p. 25-29.
17. Michel Desgagnés, *op. cit.*, p. 28-29, et *La Minerve*, 26 avril 1849.
18. Maïté Le Goff, «La capitale et son héritage», *Forces*, n° 102, été 1993.
19. *Ibid.*
20. Commission de toponymie du Québec, *Noms et lieux du Québec. Dictionnaire illustré*, Québec, Les Publications du Québec, 1994, p. 72.
21. *Débats de l'Assemblée législative. Session 1910*, Québec, Service de la reconstitution des débats, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, vol. 2, p. 608.
22. Voir *Le Soleil* du 15 février 1910 où on écrit: «Sir Lomer Gouin quitte "Candiac" (ancienne maison de Montcalm sur les Remparts) pour habiter sa nouvelle résidence, 19, rue Mont-Carmel.»
23. Michel Venne, «Premier ministre sans toit», *Le Devoir*, 30 septembre 1994.
24. Louis-Guy Lemieux, *op. cit.*
25. Michel Venne, *op. cit.*
26. Lysiane Gagnon, «Montréal, ville impure», *La Presse*, 7 septembre 1994.
27. Louis-Guy Lemieux, «La capitale, mon œil! (1)», *Le Soleil*, 30 septembre 1994.
28. Benoît Aubin, «La bonne sœur et la guidoune», *L'Actualité*, 1^{er} novembre 1994.
29. Daniel Latouche, «Le syndrome de Lévis», *Le Devoir*, 22 et 23 octobre 1994.
30. *Ibid.*
31. Jean-Benoît Nadeau, «Le rêve de Québec», *L'Actualité*, 15 mai 1995. L'essentiel de cet article a été repris dans Jean-Benoît Nadeau et Julie Barlow, «Castles in the air», *Saturday Night*, juin 1995.
32. Daniel Latouche, «À quoi sert Montréal?», *Le Devoir*, 20 et 21 mai 1995.
33. Laurent Laplante, «Une capitale aux couleurs du fleuve?», *Le Soleil*, 6 mars 1994.
34. *Ibid.*
35. Brigitte Seux, *op. cit.*
36. Marilyne Garneau, «Québec réclame son statut de ville-capitale», *Journal de Québec*, 16 février 1995.
37. Claude Raffestin, «Une capitale est-elle l'expression d'une sémiosphère nationale ou le lieu de mise en scène du pouvoir?», dans *Capital Cities/Les capitales. Perspectives internationales/International perspectives*, Ottawa, Carleton University Press, 1993, p. 11.

38. Brigitte Seux, «La commission de la capitale», *Le Devoir*, 22 et 23 octobre 1994.
39. Daniel Paquet, «L'Allier rêve de voir Québec devenir une vraie capitale», *Le Journal de Québec*, 4 mars 1994.
40. Marilyne Garneau, *op. cit.*
41. Laurent Laplante, *op. cit.*
42. François Hulbert, «Une Commission de la capitale: pour quoi faire?», *Le Soleil*, 29 mai 1995.
43. Brigitte Seux, «Québec, capitale nationale», *op. cit.*
44. Louis-Guy Lemieux, «La capitale, mon œil! (1)», *op. cit.*
45. Maïté Le Goff, *op. cit.*
46. Claude Raffestin, *op. cit.*, p. 26-27.
47. *Ibid.*